Mardi 20 juin 1978 – No 912

I Humanite
Rouge

Quotidien

1,70 F

Rouge

BP 61 75861 Paris Cedex 18

#### **AU SOMMAIRE**

- P. 3 : L'URSS est bien un pays impérialiste
- P.5 : La Lainière de Cambrai : une première victoire
- P.7 : Entretien avec des artistes chinois

«Il faut tout jeter», disait la Bande des Quatre

P.8 : Liberté pour les emprisonnés corses

#### **Editorial**

# Le vrai face à face

des communistes marxistes léninistes de France

On l'a remarqué : ces temps-ci, les CRS ou gardes mobiles ont l'intervention plutôt rapide. Renault, les arsenaux, les garages lorientais et bien d'autres jusqu'aux hôpitaux, on dirait que les forces de « l'ordre » sont lancées tous azimuts pour colmater au plus vite les brèches, il est vrai fort nombreuses, qui s'ouvrent un peu partout sur le front social.

Il est vrai aussi que Monsieur Barre, après avoir affirmé que « les OS de Renault sont des des gens heureux », a estimé que les « ouvriers des arsenaux bénéficient de la sécurité de l'emploi et de rémunérations pas négligeables » et que « les mouvements ne sont pas toujours expliquables » : c'est ce qu'il disait samedi à RTL.

Alors, pour éviter qu'un nombre toujours plus grand de travailleurs voit l'explication claire et simple de tous ces mouvements — à savoir que face à la politique antiouvrière de Barre, la seule voie c'est la lutte, c'est la grève, c'est l'occupation des usines, des ateliers et lieux de travail —, le gouvernement des monopoles fait donner la force pour y mettre fin.

Pour tenter d'y mettre fin, faut-il plutôt dire !

Car les presses de Flins ont été à nouveau occupées après la première intervention policière et le sont encore, malgré la menace d'une deuxième intervention et d'un second lockout. Deux usines Moulinex, celle d'Alençon et de Frenay-sur-Sarthe, sont occupées, malgré la menace des matraques.

Et les ouvriers des arsenaux sont toujours plus nombreux en grève ; la journée « Portes ouvertes », aux chantiers navals de Saint-Nazaire, a été maintenue malgré l'interdiction et les menaces. Ainsi, les travailleurs refusent de plier devant l'intimidation et la force brutale. Au contraire, ils renforcent leur détermination à travers ces épisodes de leur lutte.

Mais Giscard et Barre recourent à d'autres moyens qui relèvent de la ruse pour étouffer ces luttes. Ce sont les discussions ouvertes, sous le nom de la concertation, et que l'on accélère cette semaine. Garantie de ressources, temps de travail seront les thèmes de discussion entre patrons et syndicats. « Face à face national », comme on dit à la radio. De ce face à face là, certains disent clairement ce qu'ils en attendent : qu'il mette fin à la détérioration du climat social, c'est-à-dire aux luttes, qu'il laisse les mains libres à Barre pour appliquer sa politique.

Chacun ses armes : matraques et concertation du côté du capitalisme et de ceux qui craignent pour sa santé. Grève et occupation, unité et organisation sur des bases de classe, du côté des travailleurs qui combattent le capitalisme.

Voilà le vrai face à face.

Jacques DUROC

 Renault-Flins: les presses toujours occupées

CCP 30 226 72 D La Source

- Arsenaux : toujours la grève
- Moulinex, Aciéries de Pompey, etc.

# LA LUTTE SE POURSUIT



Ceux du bassin 10 de l'arsenal de Brest ont été les premiers dans la lutte. C'était il y a une semaine. Aujourd'hui, plus de 50 000 travailleurs de la Défense nationale sont en lutte. Le gouvernement fait preuve d'intransigeance musclée. Mais dans les arsenaux, on est prêt à se battre longtemps s'il le faut, comme le font les OS des presses à Flins. Et chaque lutte compte pour épauler l'autre, pour faire barrage au plan Barre III. Tandis que, pour cela, les discussions organisées par Giscard-Barre ou le CNPF, ce n'est que du vent!



# Souscription en faveur de la ZANU

Le peuple du Zimbabwe (Rhodésie) ne cesse de poursuivre son offensive victorieuse contre le régime raciste de Ian Smith, lui portant des coups sévères sur les plans militaire, politique et diplomatique.

Au sein du Front patriotique, qui rassemble les patriotes africains, la Zanu, dirigée par Robert Mugabe, joue un rôle décisif. Mais ses moyens matériels pour faire connaître la lutte du peuple zimbabwe sont très réduits.

Récemment, le gouvernement du Mozambique a offert à la Zanu les locaux d'un grand bureau d'information à Maputo (Mozambique). Mais celuici doit être entièrement équipé. Le Comité central de la Zanu s'est adressé à notre journal, comme à toutes les organisations progressistes et anti-impérialistes, pour lui demander une aide matérielle. C'est bien volontiers que nous y répondons en ouvrant dans les colonnes de l'« Humanité rouge » une souscription spéciale destinée à aider un mouvement de libération du tiers monde qui lutte pour l'indépendance et la liberté en comptant essentiellement sur les forces de son peuple.

Nous reproduisons ci-dessous la liste du matériel nécessaire à la Zanu. Vous pouvez contribuez de deux manières à cette souscription :

Soit en faisant remonter directement du maté-

riel correspondant à la liste au local de notre journal ;

Soit en adressant vos dons en argent au CCP de l'« Humanité rouge » : L'Humanité rouge CCP 30 226 72 D La Source avec la mention « Pour la Zanu ».

ZIMBABWE CHIMURENGA



Nous sommes nos propres libérateurs!

LISTE DE MATÉRIEL NÉCESSAIRE

Machines à écrire (standard électrique), radios multi-bandes ondes courtes avec lecteurs de cassettes, tubes d'encre pour duplicateurs, fichiers de bureau.

ÉQUIPEMENT D'IMPRIMERIE :

Tables de montage Granex, offset Soina, installations pour les plaques (Curt Bergwalls, Granex AB VC 465, brocheuse Rémo, plieuse Rotodux, massicot électrique, stylos bille, ronéos (5 manuelles, 5 électriques), grosses agrafeuses, boites d'agrafes, boites de trombonnes, gros magnétophones Uher, magnétophone automatique dissimulable, magnétophone miniature avec 100 cassettes, montres-bracelets, meubles de bureaux pour le rangement, dictaphones, T-Shirts avec impression du drapeau et du nom de la Zanu, et l'ins-

Sacs de voyage, gourdes métalliques, flacons de vernis cor-recteur, gros massicots, petits massicots, rouleaux de scotch, stencils « électric stencil cutters », « Scanners », piles pour appareil photo Minolta, paquets de papier pour photocopies ainsi que du fluide, appareils photo avec flashes et films, règles, jeux de compas et pointes sèches, grosses paires de ciseaux, photocopieuses, paquets de grandes enveloppes, gros taille-crayons, dictaphones (écouteurs), dictaphones à pédales, insignes (broches) avec le drapeau de la Zanu et le portrait du président, emblèmes de la Zanu (drapeaux en papier), grands drapeaux de la Zanu, cassettes avec les chants populaires et révolutionnaires du Zimbabwe (Chimurenga).

#### • Liban

# La tension demeure

La situation demeure toujours tendue sur l'ensemble du territoire libanais, après le retrait des troupes sionistes. Israël a en effet remis la souveraineté sur la « ceinture de sécurité » qu'elle entend établir prés de sa frontière et qui avait justifié sa dernière agression contre le territoire libanais, à un commandant libanais parfaitement dévoué à ses intérêts, le commandant

Celui-ci est en effet un allié de longue date d'Israel et ses miliciens sont armés et entrainés par les sionistes eux-mêmes. Il reçoit le

soutien des partis de droite libanais farouchement hostiles aux Palestiniens.

Le jour-même du retrait des troupes sionistes, le général Erskine, commandant des Casques bleus de la FINUL apportait son soutien direct à la manœuvre sioniste en affirmant que « les autorités libanaises considéraient le Haddad. commandant comme le représentant de la légalité libanaise ».

Le Premier ministre, Selim Hoss, démentait immédiatement cette affirmation et déclarait que les « unités militaires de la région ont reçu ordre de demeurer dans leurs casernes.» Il décidait en outre que les forces militaires libanaises n'iraient dans le Sud que lorsque les forces de la FINUL auraient pris position dans l'ensemble de la région.

Par ailleurs, les cinq principales familles de Zghorta (Liban Nord), ont rejeté sur le Parti phalangiste la responsabilité de l'assassinat, mercredi dernier, de Tony Frangié, fils de l'ancien président de la République ainsi que de sa femme, sa fille et trois autres habitants du village d'Edden ( à une trentaine de kilomètres à l'est de Tripoli).

Dans un communiqué, les représentants de familles ont souliané que « ce crime tire sa gravité du fait qu'il est un maillon fondamental du plan visant à diviser le Liban et son peuple ». Tony Frangié, affirment-ils, « a été assassiné parce qu'il représentait la tendance favorable ou rétablissement de l'unité du Liban et à la sauvegarde des relations du Liban avec les Arabes ».

Les agresseurs sionistes ont beau s'être retirés du sol libanais, ils continuent à agir, par pions interposés, contre l'unité et l'indépendance du Liban et la cause palestinienne.

#### Italie

# Le «compromis historique» en question

La démission du président de la République italienne, Leone, est, en apparence lié au « scandale Lockheed » qui a éclaté publiquement il y a deux ans, touchant des personnages aussi haut placés que le prince Bernhard des Pays Bas ou l'ex-Premier ministre japonais Tanaka. En Italie, le représentant de Lockheed, avec force pots-de-vin, avait réussi à vendre 14 appareils « Hercules C-136 » à l'armée de l'air italienne qui n'en avait pas l'emploi. Leone, moyennant une indemnité confortable, aurait

été compromis dans cette transaction.

Mais le scandale qui éclabousse l'une des principales figures de la Démocratie chrétienne, après la disparition d'Aldo Moro, intervient dans un climat politique qui lui donne une toute autre dimension.

Le fragile équilibre existant depuis un an entre la Démocratie chrétienne et le PCI semble proche de la rupture. La crise qui s'ouvre ne s'achèvera pas avec l'élection d'un nouveau président de la République mais avec les élections législatives anticipées, qui, très probablement, «la suivront de près.

La soudaineté avec laquelle, jeudi, la démission de Leone a été exigée par le PCI et acceptée par la Démocratie chrétienne laisse à penser qu'une épreuve de force mûrit entre des deux partis et que la coalition de fait qui les unit risque de voler prochainement en éclats, chacun cherchant à se débarasser de l'autre pour faire désormais cavalier seul.

Le PCI, de son côté, a enregistré un certain nombre d'échecs dans l'application du « compromis

Zaire : départ des derniers

légionnaires français

historique » qu'il préconise L'hymne à l'austérité entamé par ses dirigeants n'est pas du goût des travailleurs italiens dont les conditions de vie n'ont pas cessé de se dégrader, Cela s'est traduit par des reculs électoraux du PCI aux élections administratives de mai dernier et aux référendums de juin.

Au sein même de ses adhérents, la politique de Berlinguer passe de plus en plus mal. La crise économique et politique du capitalisme italien n'est donc pas prête de se dénouer prochainement.

### Nouvelle veillée d'armes

L'opposition politique au régime du Shah a lancé un nouveau mot d'ordre de deuil national en Iran (durée du deuil musulman) après les émeutes de la ville de

Le 9 mai, cette ville, située au sud de Téhéran avait été, pour la seconde fois, le théâtre d'une véritable insurrection dont la répression avait fait de nombreuses vic-

Le lendemain, alors que l'insurrection menagait de se généraliser et de toucher la capitale, le gouvernement

annonçait une surenchère de la répression et l'envoi systématique de la troupe pour réprimer toute nouvelle manifestation.

La gréve générale lancée le 5 juin pour commémorer le 15e anniversaire de Téhéran en 1963, n'avait, de ce fait, pas été un plein succès, surtout à Téhéran.

Des vendredi matin, la police était sur les dents et circulait dans toutes les mosquées pour vérifier si les marchands ambulants ne diffusaient pas des cassettes contenant des dénonciations du régime.

Les derniers légionnaires français ont quitté le Shaba, jeudi apres-midi, pour regagner leur base. Les quelque deux cent cinquante parachutistes du deuxième REP (régiment étranger de parachutistes) avaient été laissés sur place après le départ, le 6 juin der-nier de trois des quatre compagnies intervenues à

L'intervention française au Shaba s'est ainsi concrétement achevée près d'un mois après le parachutage du 19 mai dernier sur la ville de Kolwezi

Kolwezi.

investie, le 13 mai, par plusieurs milliers de mercenaires.

Ce dernier contingent français avait été laissé dans la cité minière pour attendre la force interafricaine, notamment le détachement marocain, chargé de maintenir la sécurité au Shaba.

La mise en place de cette force composée de plus de 2600 hommes, selon l'agence Za ire-presse - Marocains, Ivoiriens, Sénégalais, Gabonais, Togolais, Centrafricains, Egyptiens n'est pas encore terminée.



# Réunion du Comité central du PCF: la fuite en avant

# Deux jours de réunion du CC du PCF. Faire croire que la contestation interne est morte. Tenter de définir une orientation

« Les communistes dans la lutte contre la politique intérieure et extérieure du pouvoir gissenté par Claude Poperen à la session que tient le D'autre part, il faut qu'il définisse une orientation

Comité central du PCF, en ce début de semaine. D'une part, il faut que le Comité central réussisse cardien », c'est le thème du rapport politique pré- à prouver que la contestation interne est morte.

politique pour les militants, maintenant qu'est morte l'Union de la gauche et enterré le Program-

## Le bluff des 1 000 contestataires

testation au sein du PCF ne toucherait que 1 000 mili-tants sur les 630 000, que 5 sections sur les 2 724 et que 67 cellules sur les 27 000 que comporte le PCF selon les chiffres offi-

Ces chiffres ne veulent rien dire, si ce n'est que Marchais et le Comité central cherchent par tous les movens à nier le phénoméne de dissensions internes.

Il est impossible de dénombrer exactement qui est d'accord et qui n'est pas d'accord avec la ligne du XXIIe congrès. Les niveaux de désaccord sont trop multiples pour cela. Il est des militants qui remettent en cause la ligne du congrès elle-même. Il en est qui critiquent tel ou tel point de la ligne ou du fonctionnement interne du PCF, le centralisme démocratique par exemple. Il en est certains qui sont en désaccord sur la ligne politique intérieure et d'autres sur la ligne politique internationale, comme la position vis-à-vis de l'URSS par exemple.

C'est tout cela qui crée le malaise que connait aujourd'hui ce parti. Alors lancer un chiffre de 1 000 contestataires ne veut rien dire, dans ces conditions. Le seul but de ce chiffragebidon est de donner une base à la campagne orchestée par la direction depuis quelques semaines. Après avoir qualifié les intellectuels les plus en vue dans la contestation (Elleinstein ou Althusser) de liquidateurs, de fractionnistes ou d'agents du PS et de la droite, le Bureau politique s'est mis à publier des lettres de militants qui affirment, sans autre forme de démonstration, que le PCF c'est bien, et que tout le monde est d'accord avec la ligne officielle.

Dans ces conditions, pourquoi s'éterniser ? Passons à autre chose. Alors que les signataires de la pétition des 300 remettaient en cause le rapport Marchais au dernier Comité central, la réunion de cette semaine ne reviendra même pas sur le rapport critiqué. On passe : ordre du jour différent.

Bien sûr, devant l'offensive du Comité central, des hommes comme Elleinstein et Althusser ont mis d'une certaine manière un bémol à leurs apparitions publiques ou à leurs déclarations.

Mais là n'est pas le fond

du problème. Il y a des milliers de militants à tous les niveaux qui sont en désaccord avec la ligne de leur parti ; le PCF s'est montré divisé, rongé de contradictions internes multiples qui restent. « Ce n'est plus un parti », nous disait il y a quelques jours un militant parisien. La discipline joue encore dans bien des cas. Mais quelque chose a été brisé. Il vient de se passer (et il se passe encore) quelque chose qui se répétera au sein du PCF et annonce des jours sombres pour la direction.

### Pondre une orientation

Le but visé par la réunion de cette semaine est aussi de définir une orientation pour les militants. Bien sûr, on proclame que la ligne du XXIIe congrès reste valable. Mais cette ligne reposait sur l'Union de la gauche et sa concrétisation : le Programme commun. D'Union de la gau che, il n'est plus question dans l'immédiat. De Programme commun non plus.

Aussi faut-il trouver une ligne pour les militants. Devant la montée de la combativité ouvrière

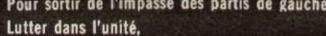
dont Renault et les arsenaux sont les symboles les plus clairs, il est à prévoir que le Comité central lancera des mots d'ordre de lutte, comme l'a fait Marchais à la fête d' « Avant-Garde » ou l'« Humanité » régulièrement depuis lors.

Mais appeler à lutter est une chose, lancer des mots d'ordre concrets en est une autre et organiser concrè tement la lutte est encore autre chose. Jusqu'à ce jour, les appels à lutter fancés dans « L'Humani-

té » sont vides de contenu. La direction du PCF, ne donne pas non plus les moyens de lutter plus concrètement.

Autre question : lutter pourquoi ? L'orientation reste (et restera la même) lutter pour refaire l'Union de la gauche, à partir des luttes à la base. Autrement dit, prendre tout l'espoir que soulève la combativité des travailleurs aujourd'hui dans certaines grosses usines pour tenter de refaire la même chose qu' avant les élections. On connait le résultat.

Contre le gouvernement Giscard-Barre Pour sortir de l'impasse des partis de gauche Lutter dans l'unité.





S'organiser avec le parti des ouvriers et des paysans, le parti marxiste-léniniste

#### Pour toute correspondance. téléphonez au numéro suivant :

205 51 10

#### Demande de contact

Contre le gouvernement Giscard-Barre. Pour sortir de l'impasse des partis de gauche Lutter dans l'unité,

S'organiser avec le parti des ouvriers et des paysans, le parti marxiste-léniniste.

Je demande à prendre contact avec l'organisation des communistes marxistes-léninistes de France.

Dans ce but, l'Humanité rouge peut me joindre à l'adresse suivante :

Indiquez de façon précise le lieu de votre travail (ville, arrondissement, quartier).

a offe de Molwer n'er per encore tenurée

# L'URSS EST BIEN UN PAYS IMPERIALISTE

Si, depuis quelque temps, les dirigeants du PCF adressent des critiques au régime intérieur soviétique (voir notre édition précédente), en est-il de même en ce qui concerne la politique extérieure de l'URSS ? Un récent article de « France Nouvelle » indiquait :

« Les divergences ne sauraient estomper les objectifs qui nous sont communs, notamment ceux qui portent sur les grands intérêts immédiats que sont la paix, le désarmement, la solidarité avec les peuples et les partis qui subissent la répression de l'impérialisme. »

L'URSS EST BIEN UN PAYS **IMPÉRIALISTE** 

Cependant, à plusieurs reprises, le PCF a pris quelque distance par rapport à la politique extérieure soviétique. Ce fut le cas notamment en août 1968, quand les troupes soviétiques envahirent la Tchécoslovaquie et soumirent ses dirigeants à un véritable diktat. Il est vrai que le PCF était poussé à adopter une position critique du fait de la réprobation unanime de cette agression, non seulement en Tchécoslovaquie, où le peuple lutta les mains nues contre les chars russes, mais aussi dans notre pays. Et le PCF n'a pas été jusqu'au bout de cette position puisqu'après, il a approuvé le principe de la « normalisation ». Il y a aussi cette affiche collée

par le PCF pendant la campagne électorale : « Ni Washington, ni Bonn, ni Moscou – indépendance nationale ». Et si Marchais a déclaré à la télévision qu'en cas d'agression russe contre notre pays, il serait le

premier à prendre les armes, c'est bien que beaucoup de gens ont des inquiétudes légitimes sur les intentions de l'URSS.

Les dirigeants soviétiques parlent sans arrêt de « détente » et de « paix ». Mais actuellement, on assiste à une réelle expansion de l'URSS hors de ses frontières. En Afrique, il y a plusieurs milliers de militaires soviétiques, il y a aussi quelques 40 000 militaires cubains, qui agissent en pleine conformité avec la politique soviétique. Il y a deux ans, il ont pris pied en Angola, plus récemment en Éthiopie. Et ces derniers mois, ils ont soutenu, pour la seconde fois, une agression contre le Zaire. En Europe de l'Est, c'est un fait que l'URSS a concen-tré d'importantes forces militaires, sensiblement supérieures à celles de l'OTAN. En Europe de l'Ouest, des espions et des réseaux d'espionnage soviétiques sont régulièrement démasqués. Tout cela, est-ce pour défendre la paix ?

En vérité, les agissements actuels de l'URSS en font plutôt une menace, un danger pour la paix.

Peut-on dire que la politique soviétique est toujours conforme à l'internationalisme prolétarien? Le soutien accordé par l'URSS, en 1970-1975, à la clique de Lon Nol, au Cambodge, alors que les patrio-tes avaient déjà libéré les quatrecinquièmes du territoire indique: bien que le soutien aux mouve-ments de libération nationale n'est pas un axe de sa politique : elle les soutient quand cela sert ses intérêts.

L'URSS se comporte bel et bien

comme une puissance impérialiste ; en paroles, elle se dit socialiste dans les faits, c'est l'impérialisme c'est ce que Lénine appelait le social-impérialisme.

Certes, le social-impérialisme diffère à maints égards de l'impérialisme de type ancien, comme les USA, du fait qu'il se présente comme un « défenseur des intérêts des peuples ». Mais il a les mêmes caractères fondamentaux que lui : l'URSS se comporte aujourd'hui de la même façon que ceux qu'elle combattait füer du temps où elle était socialiste.

Si l'on veut vraiment combattre l'impérialisme aujourd'hui, il ne faut pas se limiter à la lutte contre l'impérialisme américain, mais combattre aussi le social-impérialisme soviétique qui est la superpuissance la plus dangereuse.

Un livre à lire L'URSS -La dégénérescence Du socialisme

Le social-impérialisme soviétique est analysé en détail au chapitre IV de ce livre.

au social-impérialisme

188 pages. L'exemplaire : 15,50 F. Commandez-le chez votre libraire ha-

#### la France des lutte

### Dehe - Dijon-Mâcon

# Le point après 8 semaines de grève

Les manœuvres de Dehe, tous des travailleurs immigrés, ont engagé la lutte à Mâcon, fin avril, pour de meilleures conditions de logement et de

Logés dans des wagons réformés, payant 31,50 F par jour à leur patron pour cette " faveur ", ils décident d'abord de prendre une heure à midi pour manger sur le chantier ; auparavant, ils ne disposaient que d'une demi-heure. Immédiatement, le patron réagit en sanctionnant : 15 mises à pied (dont les trois délégués CFDT), vite transformées en licenciements. Le 25 avril. tous se mettent en greve, les chantiers de Macon et de Gevrey-triage, et déposent leurs revendications.

Annulation des 15 licenciements:

Augmentation des indemnités de déplacement ; - Amélioration des conditions de logement ;

- Le treizième mois pour

Les travailleurs bloquent immédiatement le matériel et les chantiers en établissant des piquets, malgré les conditions très difficiles du fait de l'éloignement des chantiers.

La SNCF, décidée à faire plaisir à Dehe, lui retire ses chantiers de Macon et Gevrey, sans réclamer de dédit, et lui offre un chantier à Limoges. Sitôt dit, sitôt fait, le 5 mai, à 5 heures, la SNCF déménage le matériel une partie du moins vers Limoges. Lundi 7 mai, la maîtrise dont un responsable FO tente le coup de force contre les grévistes. L'un d'entre eux est blessé mais l'action se solde par un échec pour Dehe. Le patron engage des intérimaires sur son chantier de Limoges, les grévistes décident donc de s'y déplacer. Dès leur arrivée, ils bloquent le chantier et empéchent Dehe de tra-

La justice, toujours docile, décrète l'expulsion des grévistes et, le 2 juin, 300 CRS et gardes mobiles interviennent simultanément à Limoges et Macon, blessant plusieurs travailleurs et brûlant leurs couvertures. Mais malgré cette intervention, les travailleurs réoccupent le chantier dès lundi

C'est là que l'on voit entrer en action la neutralité de la SNCF : après avoir déclaré aux cheminots qu'elle « refuse de s'ingérer dans les conflits entre une entreprise soustraitante et ses employés », elle se précipite pour déposer une plainte et demander l'expulsion des grévistes « pour occupation du domaine public ». Encore une fois, la justice, sereine et impartiale, lui donne raison et ordonne l'évacuation le samedi 10 juin.

A Limoges, on attend donc les CRS ou les gardes mobiles d'un moment à l'autre. Mais cette fois-ci, les cheminots en ont marre et ont déclaré qu'ils refu-

En ce qui concerne la popularisation et la solidarité, les grévistes de Dijon, les syndicats CFDT-bâtiment et cheminot, le comité de solidarité organisent, vendredi 9 juin, un gala de solidarité à la MJC de Chenove ; ce gala contribue à faire connaitre la lutte -250 personnes y ont participé - et récolte 3 600 F distribués aux 160 grévistes. A ce jour, environ 8 millions de francs ont été recueillis.

marchés (hommes sandwiches, wagons en carton décorés, vente de linogravures sur la lutte...) et devant les lycées. De nombreuses propositions ont été faites et les membres du Comité de solidarité travaillent d'arrache pied à les réa-

La situation est donc favorable, tant sur le plan de la lutte que sur celui du soutien et de la popularisation. Mais il faut élargir le soutien au delà de Dijon

« C'est ainsi que des hommes vivent ! »

seraient de travailler si les flics occupaient les voies.

Voilà où en est la situation sur le terrain. Tant que les grévistes occupent, Dehe ne peut travailler ; le chantier est bloqué.

de solidarité a décidé de populariser la lutte à Dijon et auprès des foyers Sonacotra en distribuant des tracts, en intervenant de façon originale sur les

Cette semaine, le comité et de Macon, faire connaitre cette lutte partout en France. C'est seulement ainsi que l'on empêchera l'intervention des flics et que l'on fera plier ce patron de

### Chantiers de l'Atlantique — St-Nazaire

# Opération «Portes ouvertes»

Malgré un jugement en référé donnant à la direction toute latitude pour faire intervenir les flics, l'opération « Portes ouvertes » a bien eu lieu comme prévu samedi aux chantiers de l'Atlantique. Par cette action, les syndicats CGT et CFDT comptaient sensibiliser la population nazairienne et franchir une première étape dans la mobilisation qui interviendra début août au retour des con-

Mais il faut regarder les choses en face : les travailleurs des chantiers ne se sont pas vraiment sentis concernés par cette action. Seules quelques dizaines de militants des deux syndi-

cats ont participé à l'opé-

Il est vrai qu'à la veille des congés, il n'est pas facile de mobiliser. Un vote pour décider de la poursuite de l'action, après des assemblées par secteur, avait donné les résultats suivants : 55 % pour la poursuite de l'action. Et encore, seulement 3 700 travailleurs (sur 6 000) avaient participé au vote. Mais ceux qui, en juin, ne sont pas d'accord pour des actions genre opération « Portes ouvertes » seront peut-être préts à se battre en août. Il faut reconnaitre qu'ils n'ont pas totalement, tort de ne pas croire à l'efficacité d'actions qui Ce ne sera pas fheile.

ne créent pas un véritable rapport de force. En août, l'ensemble des travailleurs sera au pied du mur. Il faudra se battre pour exiger que la réduction d'horaire soit intégralement compensée, sinon cela signifie une perte de salaire de près de 15 %. Les conditions seront alors meilleures pour la lutte. Mais pour que la mobilisation soit effective, il faudra que soit mise au point une ligne syndicale définissant de claires perspectives d'action.

C'est la condition indispensable pour que l'unité de classe des travailleurs des chantiers se réalise.

#### Lyon

Au Cinématographe, 44, cours Suchet-Lyon 2e derrière Perrache Vendredi 23 juin, 20 h 30, entrée gratuite. Plusieurs librairies lyonnaises organisent une soiréedébat avec Alain Delale de l'équipe du « Peuple Français » (revue d'histoire populaire) et co-auteur du li-

#### LA FRANCE DE MAI 68

La soirée commencera par la projection d'un film sur Mai 68, le débat portera sur :

- Le mouvement gréviste du printemps 1968.

La commune étudiante.

- Les grèves ouvrières de la région lyonnaise Les grandes grèves du mouvement ouvrier fran

#### VOUS ETES CORDIALEMENT INVITES

Soirée organisée par les librairies : Le Soleil, la Force du Li La Librairie Populaire organise une expo-photo sur Mai 68, d 12 au 23 juin.

#### LANGUES ET CULTURES OPPRIMÉES

Le 24 juin 1978 de 14 à 24 h au centre J. Prévert (ex-Alfa) 63, rue du 18 juin - 93220 Gagny (gare Chenay-Gagny)

Pour permettre à des peuples de s'exprimer dans leurs cultures, si souvent réprimées par les bourgeoisies au pouvoir, et notamment la bourgeoisie française, le collectif « Ecran libre » organise une journée-soirée sur les « Langues et Cultures opprimées ».

Les langues et cultures opprimées, ce sont aussi bien celles des minorités nationales que des minorités étrangères en France.

Leur point commun est la lutte contre cet ennemi qui les étouffe et les nie complétemen la bourgeoisie, qu'elle soit « socialiste » ou

Cercle JCMLF de Chelles

#### **ETES-VOUS ABONNÉS AUX PÉRIODIQUES CHINOIS?**

Nous amis chinois font beaucoup d'effo pour assurer une diffusion plus large de leur pres Ils ont lancé récemment une édition de « La Chi en construction » en allemand et des éditions « Pékin information » en arabe et en portuge

#### BULLETIN D'ABONNEMENT

à retourner à E-100 24, rue Philippe de Girard 75010-Paris Nom......Prénom.... \* Je souscris un abonnement d'un an à : Pékin Information, hebdomadaire. . . . . . La Chine en construction, mensuel . . . . . Littérature chinoise, mensuel. \* Ci-joint un chèque banquaire, un chèque postal, mandat de . . . . . F

#### Un film à ne pas manquer :

#### «Promenade au pays de la viellesse»

Ce film a été tourné en 1974 par la télé sion suédoise. La nôtre refuse de le passer intég lement : il serait trop « choquant ». Quand vc saurez qu'il comporte notamment une enque sur l'hospice de Nanterre, dont toute la presse récemment parlé, vous saurez aussi pour qui film est choquant. Il passe cependant à Paris, m dans une seule salle : « 14 Juillet Parnasse », 11, r Jules Chaplain (6e) - Métro : Vavin. Séances 14 h 30 - 16 h - 17 h 30 - 19 h - 20 h 30 22 h - Tél : 326 58 00).

#### la France des luttes





• La Lainière de Cambrai: 3 semaines d'occupation

# Une première victoire : «Ils ne perdront rien pour attendre»

La grève a démarré le lundi 29 mai. Une déléguée CFDT raconte : « Atelier per atelier, on avait demandé aux filles si elles étaient prêtes pour la grève ; alors les deux syndicats se sont réunis pour mettre en commun leurs résultats. Tout le monde voulait agir. On a appelé à un débrayage de deux heures pour tenir une assemblée générale, c'est là que les revendications et l'occupation ont été décidées. »

300 F d'augmentation pour tous, 5e semaine de congés, les transports gratuits, cinq jours de congé parental par an pour soigner les enfants, 13e mois et une prime de vacances.

#### 300 F POUR TOUS

Cette revendication est importante quand on connait les salaires de misère dans le textile. A La Lainière, le minimum pour le personnel au fixe est de 11,50 F de l'heure et 11 F pour le personnel à la production !

Comment y arriver ? Une ouvrière racoutreuse qui ne gagne que 1 800 F est venue avec deux enfants. Elle se lève à 6 h du matin et rentre chez elle à 18 h puis-

qu'elle vient de Denain. Elle doit encore débourser de la sorte 75 F de transport pour 4 semaines, 90 F pour 5 semaines.

« Avec la paye que je gagne ici, me dit-elle, révoltée, il n'est pas permis d'élever des enfants décemment. ». « Ici, me dit une autre ouvrière, que tu aies un CAP ou pas, il n'y a pas de différence dans le salai-

Et pour la plupart des travailleuses, chaque jour, c'est l'autocar de La Lainière: Douai, Denain, Valenciennes, etc. Ça fait ainsi une demi- heure à une heure de transport et des sommes de 50, 60, 90 F à débourser pour quatre semaines, car ce sont les ouvrières qui payent, mais cela aussi, ça doit changer.

#### RÉVOLTE CONTRE L'EXPLOITATION

Et puis cette grève, c'est aussi une révolte contre une dure exploitation qui brise les corps et perturbe la vie quotidienne. Une ouvrière raconte : « Une fois, une fille a eu une crise de nerfs à 8 heures du matin, elle s'était levée à 5 heures et n'avait pas dormi car son gosse 'était grognon. Quand elle a voulu le mettre chez la nourrice, il s'est agrippé elle. Devant sa machine, elle a craqué. Pendant une heure, elle est restée à l'infirmerie, mais on n'a pas arrêté sa machi-

Il y a deux sortes de travail : à la moyenne, oŭ la travailleuse rend ce qu'elle a fait et à la production. Là, il faut tenir sa production. Si l'ouvrière fait plus que son contrat, on lui accorde des points positifs et on lui demande si elle veut élever le contrat. Mais par contre, celui-ci est automatiquement descendu dès que sont atteints les 2 000 points négatifs. Comme dit une ouvrière : « On finirait par faire double travail pour seulement 3 F de plus. La production double, mais pas le salaire ».

Et il y a aussi ce véritable scandale des femmes âgées qui, à plus de 50 ans, travaillent à la production. C'est avec respect et solidarité que de jeunes travailleurs me parlent de ces ouvrières.

#### « BIDULES » EN TOUT GENRE

Ailleurs, au tricotage, les travailleuses s'en prennent thée de zélés gardes du

au « bidule », récente in- corps du capital. patronale pour mieux renforcer l'exploitation. Installé au printemps 1977, cet ordinateur, appelé héliographe, est branché sur chaque machine, travée par travée. Il enregistre les rythmes de production et indique sur un cadran lumineux la production moyenne de la-travée.

Lorsqu'une ouvrière quitte sa machine, ne serait-ce que dix minutes, pour aller au fumoir ou pour faire le travail syndical, s'il s'agit d'une déléguée, la moyenne collective baisse car la machine reste branchée.

De même, quand il y a une grosse casse, on ne débranche qu'au bout de huit heures d'arrêt! Inutile de dire que cet appareil qui coûte des millions (« Pour ça, ils ont du pognon » dit une tricoteuse) a pour but de diviser les ouvrières, de les opposer les unes aux autres, de créer des animosités.

Et puis, « bidules » d'un autre genre, il y a ces fameux contremaîtres, un pour deux ouvriers à la teinture. « Mais à quoi servent-ils donc ? » se demandent les travailleuses, scandalisées de voir que le patronat n'hésite pas à entretenir à grands frais une ar

#### « QUAND CA EXPLOSE, CA EXPLOSE »

Levée à l'aube, rentrée tard le soir, et toute la journée ce bruit, cette fatigue. Et les petits chefs qui rôdent, épient, oppriment : vexations et humiliations quotidiennes. Et l'autocar à prendre, encore une heure de' route : « A la maison, on a encore du travail avec les gosses et le reste ; parfois, on n'a plus envie de rien faire. Moi, des fois, je chialerais ».

Et tout ça pour un salaire de misère dont les ouvrières devraient se satisfaire. Un chef de service ne lançait-il pas à une ouvrière : « Vous n'avez pas besoin d'acheter une voiture, c'est un luxe... ».

Alors, voilà, c'est pour ça que la grève a éclaté. Cette ouvrière, fille de mineur, me déclare : « Nous, les filles du textile, la vie à l'usine, le travail à la maison : on est habituée à travailler dur, alors quand ça explose, ça explose ».

Le 2 juin, il y avait près de 2000 travailleuses à la manifestation. Le 8 à 5 h du matin, les gardes mobiles sont intervenus pour déloger les grévistes : « On était alors peu nombreuses dans l'usine, on est sorti ». Les non-grévistes ont alors pénétré dans l'usine entre une haie de gardes mobiles. « Elles n'étaient pas fières, mais certaines nous ont rejointes en disant : je préfère me mettre en grève plutôt que de rentrer comme ça ».

Quant à l'encadrement, les ouvrières ont pu le voir à l'œuvre : provocations et agressions des grévistes, insultes, grilles forcées : la bagarre a été rude l Un cadre qui, l'an dernier, avait conduit les filles une à une à la police, suite à un prétendu vol, est venu chercher ces mêmes filles pour les faire travailler en les appelant « ses poussins », spectacle répugnant. « Avec l'encadrement, le fossé est

#### CE N'EST QU'UN DE-BUT, LE COMBAT CONTINUE!

Cette grève vraiment, c'était leur grève. Elles y mettaient tout leur cœur avec courage et lucidité. Jeudi 15 juin, c'est l'assemblée générale toute la matinée dans le réfectoire. Il y a là plusieurs centaines d'ouvrières ; l'assemblée générale n'empêche pas de discuter par groupes, de tricoter, d'en profiter pour faire un peu de lecture. La volonté de vaincre, d'aller jusqu'au bout est grande. Mais c'est la fin de la 3e semaine de grève et c'est dur, très dur de tenir car il n'y a plus d'argent à la maison. La solidarité ? Oui, elle s'est manifestée, mais il faudrait qu'elle soit organisée par les directions syndicales, les UL, UD et UR, car, comme le dit une ouvrière : « Pour soutenir 2 000 grévistes avec seulement un maigre billet de 10 F par jour, il faut déjà deux millions ».

Et surtout, on peut se demander pourquoi il n'y a pas coordination des luttes dans le groupe Prouvost-Masurel, à Roubaix, Courcelles-les-Lens et Cambrai, entre autres? L'exigence des travailleuses de frapper toutes ensemble et en même temps pour faire céder les patrons aura été déçue.

L'assemblée générale du 16 juin a voté la reprise du travail sur la base de l'accord obtenu :

 20 h de grève payées (le reste des jours perdus sera récupéré sur 5 mois) ; - 50 F d'augmentation

à compter du 1er juillet (28 centimes de l'heure), ajoutés à l'augmentation prévue par la réunion paritaire de juillet, le tout ne devant pas excéder 100 F;

- Une prime de 150 F pour juin.

Les travailleuses de La Lainière de Cambrai n'ont pas obtenu leurs 300 F. mais, à bien des égards, elles ont toutes les raisons d'être fières de leur grève. Lundi, elles rentreront la tête haute car la direction, au début intransigeante, a dû céder du terrain : « Maintenant, dans les ateliers, beaucoup de choses ont changé. On était 2 000 grévistes, on restera 2 000 à ne plus se laisser marcher sur les pieds par les patrons. Ils ne perdront rien pour

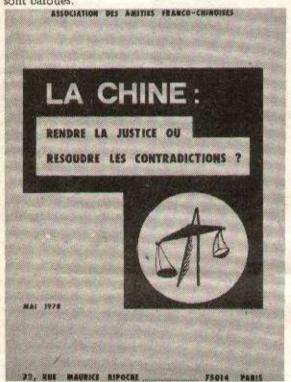
Correspondent HR

#### A lire et à faire lire

# «La Justice en Chine»

Cette brochure a été rédigée par des magistrats français après une visite en Chine. Elle est le résultat d'une enquête effectuée en toute impartialité. Elle vient au bon moment, après que d'importantes rectifications aient été apportées à la légalité socialiste au temps où sévissaient les Quatre . « Les graves atteintes portées à la légalité socialiste au temps où sévissaient les « Quatre », ont fait l'objet d'un bilan. Les leçons de cette expérience dramatique ont été tirées, que dix mille citoyens de Shanghai aient dû être réhabilités ce printemps est un fait qui devait se suffire à lui-même pour en montrer la nécessité. » (Extrait de la présentation par Régis Bergeron).

Une brochure permettant de comprendre que la Chine populaire est le pays de la démocratie et de la liberté pour le peuple et qu'elle n'a rien à voir avec son contraire l'URSS où les droits de l'homme



# «Aujourd'hui la Chine»

« Aujourd'hui la Chine », No 10, la revue trimestrielle des Amitiés franco-chinoises, est parue.

On connaît les efforts de cette publication pour faire connaître la Chine sous son vrai jour et dans sa complexité. Ce numéro est d'une grande diversité. Au sommaire, citons :

Le Front uni « arme magique », de Régis Bergeron, président des Amitiés franco-chinoises.

La Chine et la corne de l'Afrique

- Un dossier important est consacré à la modernisation. Sous forme de table ronde, ce dossier permet de comprendre l'orientation de la Chine pour édifier un État moderne du point de vue éco-

La question du logement urbain.

Un article porte sur la formation des médecins. Deux pages sont consacrées aux « impres-

sions d'un géographe » et à une série de photos sur

une brigade de type Tatchai. Autre rubrique « La Chine des années vingt », avec plusieurs articles dont l'un porte sur le travail des enfants avant la Libération. L'autre est un extrait d'un texte de l'un des premiers communistes et chef militaire du Parti communiste chinois : Fan Tche-min qui fut assassiné par le Kdomintang, en

Une page en réponse aux calomnies de la famille Broyelle. Réponse qui nous montre quelques attitudes de ces gens au moment où ils se trouvaient en Chine et ou perçait déjà... Mais il faut le lire pour le croire.

Comment confectionner quelques plats chi-

nois: trois recettes sont expliquées.

Citons encore un article sur l'exposition en Chine d'œuvres de Corot, Courbet, Millet, Pissaro, Monet, Sisley, Renoir, Van Gogh, Gauguin, etc.

Ainsi donc un riche numéro, varié, d'une lecture agréable, agrémenté de deux pages de photos artistiques « Moments de repos dans les parcs ». A lire et

à faire lire.

# Maître Toinel-Tournois libérée, mais sous surveillance

Maitre Toinel-Tournois, l'avocate qui avait été inculpée et incarcérée lundi 12 juin, a été mise en liberté sous contrôle judiciaire. Cette avocate a été réprimée pour avoir permis à un de ses clients actuellement en prison à la Santé de correspondre avec des membres de son ancienne bande par son intermédiaire. Cette mise en liberté de l'avocate s'accompagne de conditions draconiennes de surveillance : elle ne peut rencontrer de personnes citées au dossier de l'instruction, elle ne peut quitter Paris et les départements limitrophes sauf autorisation spéciale. L'ordre des Avocats dont on sait qu'il joue un rôle extrêmement conservateur chez les avocats avait proposé que l'avocate soit assignée à résidence dans les locaux même du Conseil de l'ordre. Un comble !

L'incarcération de Denise Toinel-Tournois du point de vue strictement juridique semble illégale. C'est ce qu'affirme une pétition qui a circulé ces derniers jours entre les mains des avocats dans le palais de justice de Paris. L'incarcération y est considérée comme « une atteinte portée délibérément à la profession d'avocat. au mépris de la présomption d'innocence protégeant tout inculpé et en violation des dispositions du code pénal sur le secret de l'instruction ». Cet acte est un acte publicitaire entrant dans le cadre d'une campagne contre les droits de la défense.

LES ORGANISATIONS D'AVOCATS : CE QUI EST EN CAUSE : LES DROITS DE LA DÉFENSE

Le Syndicat des avocats de France a, dans un communiqué, souligné que « le parquet et la police font. au mépris du secret, des révélations qui nourrissent une véritable campagne d'intoxication du public. Le pouvoir veut accréditer ainsi l'idée d'une collusion entre les avocats, le terrorisme ou la criminalité. C'est une pente dangereuse pour la démocratie. »

ment d'action judiciaire (MAJ) indique : « Depuis quelques mois, à l'instigation du ministère de la

Justice et du procureur général ... se déroulent, se développent des attaques tendant à porter atteinte au libre excercice des droits de la défense. Que ce soit par le biais de mesures d'intimidation ou celui de poursuites abusives très largement amplifiées à dessein; le pouvoir tente de faire passer aux yeux de l'opinion publique l'image de l'avocat délinquant et com-

Le Syndicat de la Magistrature a, lui, déclaré : « La mise en détention provisoire d'un avocat intervient curieusement à la suite d'une campagne téléguidée qui tend à jeter le discrédit sur la profession d'avocat et la fonction de défense. Cette affaire succède, en effet, à des demandes d'enquéte à des fins disciplinaires effectuées par des procureurs généraux à l'encontre d'avocats agissant dans un cadre syndical..., à la prolongation publicitaire de la garde à vue d'une avocate après l'évasion de Mesrine ».

#### LE POUVOIR VEUT UNE JUSTICE SERVILE

En s'attaquant ainsi aux avocats, en développant des campagnes sur l'insécurité, De son côté, le Mouve- le pouvoir s'attaque donc aux droits de la défense et veut pouvoir empiéter sur les libertés démocratiques. Avec le développe-

### Entendu sur un marché

Quesnoy-sur-Deule (Vallée de la Lys), dans la région du Nord, un marchand de vaissselle offrait dimanche matin , à des prix cassés, ses produits. Pourtant l'argument qu'il employa pour l'une de ses pièces qu'il vendait (particulièrement chère) n'eut, pas loin de là, le succès escompté. A peine avait-il lancé : « ... Comme ca. quand vous recevrez Valéry à manger, vous... » qu'il fut coupé par les ménagères : « Y a pas de danger I On l'recevra

avec une omelette - Quais avec des œufs d'huit jours des œufs pourris » (surenchérit l'une d'elle) et une autre ménagère conclut : « ça ne va pas non ? ».

Décidément, ce pauvre Valery devra faire encore beaucoup plus de Barre (atin) et pousser de gros Barre (issement) pour s'inviter encore chez les travailleurs et tenter de leur faire comprendre qu'il défend comme il le prétend leurs intérêts.

Correspondant.

ment de la crise et les mesures du plan Barre, la répression policière mais aussi judiciaire est à l'ordre du jour. Aussi le gouvernement s'emploie-t-il à avoir

à son service une justice servile qui lui obéisse au doigt et à l'œil. Aussi faut-il soutenir la lutte des avocats pour le respect des droits de la défense.

# De nouveau, des scientifiques français décident de suspendre toute coopération avec l'URSS

physiciens Vingt-cinq français viennent de s'engager à suspendre toute coopération scientifique officielle avec l'Union soviétique pour protester contre récente condamnation du physicien soviétique Youri Orlov à sept ans de camp de travail et cinq ans d'exil.

Ce boycottage scientifique a été décidé à l'appel du « Comité des physiciens français pour la défense de Youri Orlov », qui « a estimé qu'une action forte était la seule réponse au cynisme des autorités soviétiques ».

Le texte de l'engagement auquel le comité a demandé aux physiciens de souscrire est le suivant : « Je suspends ma coopération scientifique personnelle avec l'URSS sous toute forme officielle en raison de la condamnation du professeur Youri

Orlov pour délit d'opinion. Cela implique que je refuse de me rendre aux congrès se tenant en URSS et aux conférences organisées en France dans le cadre des accords franco-soviétiques, de recevoir dans le laboratoire où je travaille des visiteurs plus officiels que scientifiques; d'accepter que, dans un congres, des émissaires remplacent arbitrairement les scientifiques soviétiques invités par les organisateurs. »

Ainsi, aprés que des cancérologues aient décidé le boycott de l'Argentine. des généticiens, parmi lesquels un prix Nobel, le professeur Lwoff, avaient déjà décidé de boycotter l'URSS. Cette nouvelle décision des physiciens contribue à faire la lumière sur le régime qui règne en URSS.

FETE DE LA RENCONTRE FRANÇAIS-IMMIGRÉS Le 25 juin 1978 à Cleunay (Ille-et-Vilaine) Maison de quartier, rue Andrée Trasbot

#### AU PROGRAMME

12 h - Couscous (adultes 10 F, enfants 5 F)

14 h - Chants : chorale de Rennes, Groupe Octobre 14 h 30 - Montage diapos des résidents des foyers Sonacotra.

Débat avec le Comité de coordination des foyers Sonacotra, le comité d'action chauffage de Villejean, la CSCV et l'ASTI Montage diapositives sur les luttes de quar-

tiers à Rennes (Cleunay, Villejean) JEUX - SKETCHES - THEATRE - SONNEURS Avec la participation de : Comité de soutien de Rennes aux résidents des foyers Sonacotra, ASTI, CSCV. ASPEL, le Comité d'action chauffage de Villejean et les maisons de quartier de Cleunay, Villejean,

> FORUM SUR MAI 1968 MARDI 20 JUIN AVEC

Alain Delale du « Peuple français » Jacques Jurquet Hélène Blatkine

FNAC - MARSEILLE, CENTRE BOURSE

### Un mois de reportage en Chine

# **Entretien avec** des artistes chinois

# «Il faut tout jeter» disait la bande des quatre

Les écrivains et artistes progressistes des pays capitalistes sont souvent songeurs quand on leur parle de l'art et de la littérature en pays socialiste. Des critiques reviennent souvent : « Schématisme ; toujours pareil ; pas de liberté de création », etc.

Nous avons eu l'occasion de rencontrer plusieurs artistes très célèbres en Chine, avec qui nous avons longuement discuté de ces questions.

Aujourd'hui, nous tâcherons d'expliquer ce que fut la ligne culturelle de la bande des Quatre avant leur chute.

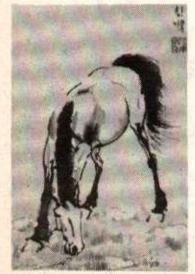
La Chine est un pays immense, composé de différentes nationalités. C'est aussi un pays au passé culturel plus que millénaire. On pouvait donc s'attendre à ce que toutes ces richesses rejaillissent sur l'art en Chine socialiste. Mais, comme l'ont fait remarquer nombre d'observateurs, depuis quelques années, l'art au lieu de s'épanouir s'appauvris-

#### **300 OPÉRAS ARRETÉS**

Voici que nous a raconté un écrivain pour opéra à Shanghai : a Après la Libération, selon le principe du président Mao "Que cent fleurs s'épanouissent, que cent écoles rivalisent ", jusqu'en 1959, nous avons fait un grand effort sur le plan artistique. A ce moment-là, il y avait plus de 300 opéras locaux dont celui de la province du Setchan qui s'est développé à Shanghai. Mais, au cours de la Révolution culturelle, Kiang Sing, responsable de la réforme de l'Opéra de Pékin, a déclaré : " L'Opéra de Setchan est un art bourgeois, il fait du tort à la population rur le plan idéologique. Il faut TSUT jeter". On comprend donc que cet opéra a connu una brutalità dans l'attaque et une perturbation particuliérement fortes. D'ailleurs, tous les autres opéras locaux ont aussi été arrêtés. Il y en avait 300 l ».

8 PIECES !

Mais, non contents d'interdire les œuvres qui puisaient leurs racines dans la culture millénaire du peuple chinois, la bande des Quatre, et Kiang Sing en particulier, a imposé



Peinture dans le style traditionnel.

une seule et unique création : l'Opéra de Pékin.

Voici ce qu'en dit l'auteur de la musique du « Détachement féminin

« Le ministre de la Culture de l'épaque est venu naus dire qu'on devait utiliser les huit pièces de l'Opéra de Pékin à thème révolutionnaire. Ainsi, les Quatre voulaient nier tout ce qui avait été fait de bon avant et à l'étranger. Leur théorie, c'était : il n'y a rien eu de valable pour le prolétariat avant les huit pièces ; même pas les pièces progressistes de la Libération. C'était une négation de la ligne de Mao Tsé-toung et du principe : "Que cent fleurs s'épanouissent, que cent écoles rivalisent ". Vous comprenez bien que pour nous, c'était très difficile de créer. On n'avait que les huit pièces à utiliser, leur musique et leur chant. Par exemple, moi, en dix ans, je n'ai pas écrit un seul air!».

#### **AUCUNE CREATION**

Quant à ceux qui s'acharnaient à créer, ils avaient bien du mal, comme nous l'a expliqué l'écrivain u Pour nous, c'était très difficile

de créer des pièces selon l'Opéra de Pékin. Pourquoi ? Parce que chaque opéra local a ses particularités. D'autre part, dans tout le pays, on a joué beaucoup, beaucoup les opéras de Pékin. Tout le monde les a vus plusieurs fois chacun, Aussi la population n'avait plus envie de revoir encore une fois la même chose. Alors, nous avons essavé de faire un opéra. de la province du Setchan copié sur l'Opéra de Pékin. Mais ce n'était pas possible : on ne pouvait rien changers ni dans la forme ni dans le contenu de l'Opéra de Pékin. En fait, on ne peut pas parler de création, il n'y a aucune création là-dedans ; on sabote les particularités de l'opéra local ; c'est pourquoi les spectateurs ont dit avec colère : " Vous n'avez pas joué un opéra du Setchan. C'est un opéra de Pékin ". En quatre ans, nous avons créé seulement quatre petites saynettes. »

Une chanteuse ajoute :

« Dans l'Opéra de Pékin, pour jouer les héros, il faut chanter à haute voix. Mais les artistes de l'opéra de Tchounking n'y arrivaient pas-Alors, ils ne pouvaient pas jouer ».

#### ILS PLEURAIENT

Si la ligne des Quatre a paralysé toute création artistique, elle a aussi



« Détachement féminin rouge », un journaliste, le traducteur, un écrivain d'opéra et une chanteuse

entrainé des pertes irréparables. C'est avec émotion que l'écrivain d'opéra nous en parle : « Vous savez, dans l'opéra du Setchan, les costumes et les décors sont très beaux. Mais au cours de la Révolution culturelle, beaucoup ont été détruits ou dispersés. Par exemple, on a été obligé de vendre des costumes magnifiques deux yuans seulement (quelques francs - NDLR). Vous vous rendez compte : un costume, deux yuans. Ou encore, les instruments de musique pour l'opéra ont été vendus un yuan le kilo! Les partisans de la bande des Quatre ont

force les artistes à aller vendre les décors, leurs instruments au marché. Mais les artistes en vendant tout ça pleuraient... »

#### **UNE SEULE FLEUR**

Comme on le voit à travers tous ces exemples, la ligne des Quatre en matière d'art revenait à balayer d'un trait définitif la culture chinoise traditionnelle. Pire encore, en niant le passé culturel du peuple, elle paralysait également toute création nouvelle qui ne tombe jamais du ciel mais s'appuie toujours sur ce qui a été créé avant.

C'est ainsi que le principe for nulé par Mao « Que ce qui est ancien serve le nouveau » a été jeté aux orties et que la création s'est appauvrie de plus en plus, tant du point de vue quantitatif (très peu de pièces nouvelles, très peu de films) que du point de vue qualitatif (toujours la même chose aussi bien dans la forme que dans le contenu).

Comme nous l'ont dit de nombreux artistes chinois : « Ce n'était plus cent fleurs qui s'épanouissaient mais une seule ».



Le peuple contemple avec émotion le nouveau pont.

# Beethoven et Balzac au panier

Une autre question est revenue très souvent dans no discussions avec des artistes chinois : celle des œuvres étrangères. Là aussi, la politique préconisée par la bande des Quatre et leurs adeptes était la négation totale.

Voici ce que nous ont dit des musiciens à propos d'un article œuvres étrangères a eu des conséparu il y a quelques années dans « Pékin Information » au sujet de Beethoven - en bref, l'article expliquait que Beethoven, c'était bon à son époque, mais qu'aujourd'hui, en Chine socialiste, c'était dépassé et qu'il ne fallait donc plus le jouer - : « Oui, cet article, c'est aussi une preuve de sabotage. C'est Kiang Sing elle-même qui a ordonné la publication de cet article. Car elle était au courant de l'invitation lancée par le camarade Chou En-laï à des orchestres d'Allemagne, des USA, etc., pour qu'ils interprétent Beethoven. Cette invitation était ratifiée par Chou En-laï lui-même, c'est pourquoi Kiang Sing a organisé son coup. Elle ne pouvait pas s'opposer de front au camarade Chou En-lai, alors elle a fait écrire des articles contre "les œuvres sans titre " - il s'agit des œuvres classiques étrangères -. Vous comprenez maintenant pourquoi il y a eu dans u Pékin Information » un article qui s'opposait à Beethoven ».

Cette politique d'interdiction des quences désastreuses sur la culture du peuple, en particulier des jeunes. Voici ce que nous a expliqué à ce sujet le directeur du département « Art et littérature » du journal « Le Quotidien du peuple » :

a C'est très grave. Nos jeunes ne connaissent plus ni Balzac, ni Victor Hugo. Pourtant, avant la Révolution culturelle, nous avons publié Balzac, Flaubert, Zola, Maupassant, etc. Avec la domination des Quatre, tout cela a été étouffé. Pourtant, une fois en 1972, Chou Enlaí a demandé qu'on fasse paraitre quelques classiques. Alors, c'était vraiment incroyable : il y avait des files de gens qui se précipitaient avant l'heure d'ouverture des librairies pour avoir un livre. Si bien que le correspondant de l'agence « France Presse » en a fait état. Quand Chou En-lai a lu cette information de l'AFP, il a demandé qu'on publie encore plus de livres classiques, mais... »

Autre problème sérieux : « Aujourd'hui, on ne connait plus la situation de la littérature et des arts contemporains dans les autres pays, car tout lien a été rompu depuis dix ans. Et nous en sommes très préoccupés. Et puis, peut-être que les écrivains progressistes d'il y a dix ans sont devenus réactionnaires. Nous n'en savons rien. Par exemple, où en est le critique de cinéma Georges Sadoul ?. »

A travers tous ces témoignages vivants d'artistes, nous avons pu mesurer l'ampleur du dommage causé par la bande des Quatre à la culture chinoise. Quand, en plus, on sait qu'ils sont allés jusqu'à torturer ou faire mourir à petit feu des artistes célèbres (nous reviendrons dans un article spécial sur les persécutions -NDLR), quand on sait aussi qu'ils ont voulu brûler des livres qui ne leur plaisaient pas, une petite phrase terrible nous revient alors en mémoire : « Quand j'entends le mot culture, je sors mon revolver n (Goebels, ministre de Hitler).

Demain, nous poursuivrons par un article expliquant quelle est aujourd'hui la politique culturelle, comment est appliqué le principe « Que cent fleurs s'épanouissent », quels sont les aspects positifs de la Révolution culturelle, à ne pas confondre avec la ligne des Quatre.

Claude LIRIA

### L'aveu de Castro

Castro trouve que le président américain, Jimmy Carter, est un « homme honnéte » et souhaite le voir réélu en 1980 parce qu'il est « le seul président des vingt dernières années à avoir fait des gestes positifs à notre égard ».

interview Dans une accordée à une journaliste américaine, il a également rendu hommage au « sérieux, à l'honnéteté et à la capacité intellectuelle » du chef de l'Etat américain. Mais il a exprimé ses regrets que M. Carter manque d'expérience en politique étrangère et se fie trop au jugement de son conseiller pour les affaires de sécurité, M. Zbigniew Brzezinski. « Celui-ci, a dit Castto, est un irresponsable, un aventureux et un menteur, bourré de préjugés, qui, de plus, ne maitrise pas les problèmes internationaux et ignore les réalités du monde d'aujourd'hui ». « Il me semble qu'il joue avec la guerre » a-t-il ajouté.

En effet, Brzezinski est de ceux qui s'inquiétent de la politique d'expansion continue et d'intervention pratiquée par Brejnev... et qui le disent.

Dans la suite de l'interview, Fidel Castro qualifie d'incident malencontreux » l'invasion de la province zairoise du Shaba par les ex-gendarmes katangais.

Bien sûr, c'est pour tenter de dégager la responsa-bilité cubaine dans l'agression, mais tout de même il est intéressant de noter qu'après tout le bruit fait pour présenter l'agression organisée par Moscou dans le sud du Zaire comme une rébellion interne contre le régime de Mobutu, Castro lui-même ne prend pas la peine de défendre cette version des faits. Dont acte.

# Comecon: unanimité impossible

ment des neuf pays membres du Comecon doivent réunir du 27 au 29 juin à Bucarest.

L'ordre du jour de cette conférence n'a pas été publié. Toutefois, d'après l'agence yougoslave « Tanyoug » un changement des statuts du « Conseil d'aide économique mutuelle » remplacerait la règle de l'unanimité par celle de la majorité dans la prise des décisions. L'effet en serait de pouvoir « imposer des décisions » a des membres réticents.

Une telle réforme ne manquerait pas, selon les observateurs, de susciter les

Les chefs de gouverne- réserves de plusieurs pays membres et notamment la

> Que l'URSS en vienne à envisager de telles réformes de fonctionnement du Comecon est significatif des difficultés qu'elle rencontre pour imposer son diktat à l'unanimité. En particulier, ses théories impérialistes sur la e division internationale du travail » au sein de la « communauté socialiste » n'ont jamais recueilli aucune unanimité, elles n'ont fait que susciter les résistances de ceux qui se voyaient ainsi soumis au pillage et réduits à l'état de néo-colonies.

#### CE SONT LES PARISIENS QUI PAYENT

Quand Giscard et Barre règlent leurs comptes avec Chirac, ce sont les Parisiens qui payent l'addition.

Le gouvernement vient de décider que la ville de Paris devait prendre en charge 25 % de ses dépenses de police comme le font Lyon ou Marseille. Ce qui fait une note de 292 millions. Chirac ne voulait en lâcher que 150. Il devra céder. Façon de parler puisque ça fait 7 % d'augmentation supplémentaire des impôts locaux, soit une hausse de 17 % pour l'année 1978.

Derrière les sous, il y a les règlements de compte politiques entre ces messieurs de la majorité.

« En réalité, dit Chirac, par ce biais des crédits de police, on espère réaliser une opération politique tout à fait exceptionnelle qui consiste à reprendre complètement en mains les affaires de Paris ».

#### **ELECTIONS PARTIELLES: DIVISION CON-**FIRMEE.

Les élections partielles de ce dimanche ont confirmé l'écart de plus en plus creusé entre le PCF et le PS. L'horizon est donc de plus en plus bouché, notamment pour le PCF et sa stratégie électorale d'« Union du peuple de France », qui n'a jamais été autre chose qu'une coalition de partis pour porter, par les élections, le PCF à la gestion

Toutes raisons donç dans ces partielles pour que les travailleurs discernent encore mieux l'impasse, y compris dans les rangs de ce Parti.

#### LA COURNEUVE : 4 MORTS, 11 BLÉSSÉS.

L'explosion de samedi à La Courneuve a fait quatre morts, dont un enfant de 13 ans, et onze blessés. Le gaz est le suspect No 1 de cette catastrophe. Encore une fois, le capitalisme rogne sur la sécurité pour son profit maxi-

# Liberté pour les emprisonnés corses



PERTUTTIE PATRIOTTI

dre ».

Samedi soir se tenait à Paris un meeting de soutien aux patriotes corses emprisonnés à l'appel du Comité de soutien parisien à la lutte du peuple corse.

Il a tout d'abord été rappelé les circonstances de l'incarcération de Serge Cacciari (condamné le 10 juillet 1976 à dix ans de réclusion criminelle), les conditions iniques de sa condamnation.

Son frère, Alain, a témoigné sur son état de santé : depuis le 26 mai, il refuse la moindre alimentation. Transféré depuis le 9 juin à l'hôpital de la prison de Fresnes, depuis mercredi 14, il refuse toute perfusion. Il est donc très affaibli phy-siquement mais il est décidé à aller jusqu'au bout.

Deux avocats ont témoiqué sur ces conditions de détention (qui comptent, pour une bonne part, dans les raisons qui ont entraîné sa grève de la faim).

En effet, celles-ci sont peu communes. Ayant le statut de prisonnier politique, il a pour seuls « compagnons » d'anciens kollabos des nazis (condamnés à mort mais grâciés par Pompidou). D'autre part, les sports, les tournois d'échecs... il en est privé ; les condamnés politiques n'y ont pas droit! Etc.

Une demande de commutation de peine avait été demandée au président de la République par ses avocats, le 26 mai 1977. Elle est toujours restée sans réponse, alors qu'habituellement, une réponse - bien que généralement négative - est six jours de garde à vue.

donnée dans les semaines qui suivent.

#### LE VOYAGE DE GISCARD : **UN PEU DE CAROTTE** BEAUCOUP DE BATON!

Un certain nombre de témoignages ont été apportés sur la vague d'interpellations et surtout d'arres-tations qui ont entourées

le voyage de Giscard.

Ainsi, à la tribune se trouvait Annick Luccioni, militante de LUTCE (l'Union des travailleurs corses exilés) qui a été interpellée, perquisitionnée et détenue arbitrairement pen-dant 36 heures (tout ça sur le compte de la fameuse d'exception juridiction qu'est la scélérate Cour de sûreté de l'État).

La sœur d'un des vingtquatre emprisonnés (suivant la même juridiction fascisante), depuis le 5 juin (1), a dénoncé la répression policière contre les Corses.

certains parmi les vingt-quatre ont revendiqué certaines actions ou leur appartenance au mouvement clandestin FNLC, il n'en est pas moins vrai que le problème fondamental est le même pour tous : le droit à l'autodétermination du peuple corse, la dissolution de la Cour de sûreté de l'État. Dans ce cadre-là, nous devons tous être solidaires des emprisonnés corses et exiger leur libération immédiate.

Léo Battesti, un des 24, fait savoir le traitement subi pendant la période des Tout était fait pour lui briser les nerfs : insultes, constamment attaché avec des menottes à un radiateur ou à une chaise dans une position éprouvante, très peu de sommeil... Cinq jours et demi d'interrogatoire qui se concluent par « Je n'ai rien à vous répon-

En ce qui concerne l'ins-truction, elle a commencé ce vendredi.

En fin de soirée, on apprenait qu'un attentat venait de coûter la vie à un patriote (c'est son frère qui était visé : sa voiture était piégée). Lorsque ce sont des larbins du grand capital qui assassinent, on sait bien que la police ne met pas beaucoup de zele

coupables!

#### SOLIDARITÉ

Différentes organisations ont envoyé des messages de solidarité avec les emprisonnés et de soutien à la lutte du peuple corse, parmi lesquels celui du Bureau politique du PCMLF.

Un appel a été lancé pour soutenir Serge Cacciari, pour l'envoi massif de télégrammes à l'adresse suivante : Serge Cacciari, hôpital des prisons de Fresnes, 1, avenue Division Leclerc - 94261 - Fresnes.

Le comité de soutien a lancé une pétition, reproduisez-la, faites-la signer largement. En voici le texte :

### Campagne de soutien aux emprisonnés

« J'exprime ma solidarité avec les patriotes corses victimes de la répression, demande leur libération immédiate, l'arrêt de toutes poursuites et la dissolution de la Cour de sûreté de l'État ; reconnais conformément à la Déclaration universelle des droits de l'hommes, le droit au peuple corse à disposer de lui-

CONDAMNER LES PATRIOTES CORSES, C'EST CONDAMNER LE PEUPLE CORSE!!



Abonnez-vous à l'Humanité rouge quotidien révolutionnaire des travailleurs

(1) Ces faits entourant le voya- des numéros en écrivant au ge de Giscard ont été relatés journal : l'Humanité rouge dans HR No 902 à 907. Boite postale 61 - 75861 -Vous pouvez encore commander Paris Cedex 18